



**PRÉFET  
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale  
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Niort, le 09/03/2026

ZI de Saint Liguair  
4, rue Alfred Nobel  
79000 NIORT

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ATELIER COMMANDE NUMERIQUE OUEST (ACNO)**

25 RUE DE LA CROIX GANNE  
79370 Fressines

Références : 0100035760/2026/108  
Code AIOT : 0100035760

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/02/2026 dans l'établissement ATELIER COMMANDE NUMERIQUE OUEST (ACNO) implanté 25 RUE DE LA CROIX GANNE 79370 Fressines. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite est réalisée dans le cadre de l'action régionale produits chimiques au titre de l'année 2026.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ATELIER COMMANDE NUMERIQUE OUEST (ACNO)
- 25 RUE DE LA CROIX GANNE 79370 Fressines
- Code AIOT : 0100035760
- Régime : Déclaration avec contrôle

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ACNO Fressines appartenant au groupe LAFOURCADE est une nouvelle société d'usinage industrielle de métaux. Elle a été régulièrement déclarée le 16 octobre 2023 par la société SAS VELAY IMMO, en qualité de propriétaire du site, au titre de la rubrique 2560-2 de la nomenclature des installations classées, relative au travail mécanique des métaux et alliages, avec une puissance maximum des machines de 818 kW.

Le site permet de regrouper une partie du site ACNO situé à Clavé (79), régulièrement soumis à déclaration avec le site SATIM Exploitation de Niort (non classé).

Les travaux de création du site ont commencé en 2025 et l'installation des premières machines a débuté le 8 janvier 2026 avec la mise en service de 50 % des machines prévues (déménagement progressif des machines pour éviter un arrêt d'activité). La mise en service complète devrait être réalisée dès mi-avril.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AR - 3
- REACH

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31 et 35	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	État des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 3.5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Contrôle périodique	Code de l'environnement du 07/11/2011, article R.512-58	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 2.10	Sans objet
5	Demande d'enregistrement	Code de l'environnement du 26/01/2017, article R512-46-1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre de l'opération coup de poing Produits chimiques organisée par la DREAL Nouvelle-Aquitaine durant la période du 23 février au 13 mars 2026.

L'exploitant utilise uniquement des huiles de coupes et des lubrifiants sur le site pour le fonctionnement de ses machines d'usinages.

Dans le cadre de la mise en service des installations, l'exploitant doit finaliser les mesures de prévention à mettre en œuvre : affichage réglementaire, rédaction des procédures, accessibilité des fiches de données de sécurité...

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31 et 35
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise à disposition des FDS
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 31 : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.  Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
<b>Constats :</b> Le site ne contient que des huiles de coupes dédiées à l'usinage des machines ainsi que des lubrifiants. Aucun autre produit chimique n'est présent sur le site.  L'exploitant a présenté à l'inspection les fiche de données de sécurité des produits qui seront présents sur le site : <ul style="list-style-type: none"><li>- HYDROLUB HMAX 32 - CONDAT - Fluide hydraulique - Version 1.5 du 17 juin 2022</li><li>- HYDROLUB HV 68 - CONDAT - Fluide hydraulique - Version 1.4 du 8 novembre 2022</li><li>- GLISS 68 SW - CONDAT - Lubrifiant - Version 1.4 du 8 juin 2022</li><li>- GLISS 150 SW - CONDAT - Lubrifiant - Version 1.2 du 26 août 2016</li><li>- MECAGREEN 450 - CONDAT - Lubrifiant réfrigérant hydrosoluble - Version 3.2 du 4 octobre 2024</li></ul> Seul le produit MECAGREEN est classé comme dangereux selon les critères de classification du règlement (CE) 1272/2008 et ses amendements.  Actuellement les fiches de données de sécurité sont disponibles sur demande des salariés auprès du directeur. L'exploitant a prévu de mettre en place l'outil SEIRICH développé par l'INRS pour identifier l'intégralité des produits présents.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant s'assure de la mise à disposition de l'ensemble des fiches de données de sécurité à ses salariés.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés [...] dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La fiche de données de sécurité du seul produit classé comme dangereux, à savoir le MECAGREEN 450 a été analysée.</p> <p>À la rubrique 5 relative aux mesures de lutte contre l'incendie, il est précisé qu'il n'y a aucun risque exceptionnel d'incendie et d'explosion. Le site est équipé d'une réserve souple de 380 m<sup>3</sup> d'eau équipée de 3 points d'aspiration et d'un poteau incendie présent sur la voirie à l'extérieur du site.</p> <p>Concernant la rubrique 6 relative aux mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle, le stockage sera bien présent sur des rétentions. En cas de déversement en dehors des rétentions, l'exploitant devra disposer de produits absorbants de type vermiculite, sable sec ou terre.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant s'assure de disposer de produits absorbants sur son site utilisables en cas de déversement accidentel.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 3 : Rétention des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 2.10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li> <li>- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.</li> </ul> <p>Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux</p>

pluviales s'y versant.

Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients, si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale, ou 50 % dans le cas de liquides inflammables, avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation, qui est maintenu fermé en conditions normales.

L'étanchéité du ou des réservoirs doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Les produits récupérés en cas d'accident sont éliminés comme les déchets.

**Constats :**

Les huiles de coupes et les autres produits chimiques sont stockés dans un local commun avec les déchets.

Il a été constaté la présence de 5 fûts de 200 litres d'huiles. Le sol du local est résiné et la partie sur laquelle est stockée l'huile dispose d'une cuve enterrée d'une capacité de 10 m<sup>3</sup>.

L'exploitant a présenté à l'inspection la fiche technique ainsi que le certificat d'épreuve et de conformité de la cuve. Elle est en double peau et équipée d'un système de détection de fuite par un liquide à base de monopropylène glycol.

Dans ce local, un système de recyclage des huiles a été installé pour récupérer les huiles usagées dans la cuve enterrée et les transférer à nouveau dans les machines d'usinage par des canalisations aériennes. Les déchets des huiles usagées seront récupérés sur les filtres puis envoyés en installation de traitement régulièrement autorisée.

Le site ne dispose pas de produits chimiques incompatibles.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :** Néant

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : État des stocks de produits chimiques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 3.5

**Thème(s) :** Risques accidentels, État des stocks

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition de

l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.
La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas encore réalisé son registre des produits dangereux. Il a précisé vouloir mettre en place l'application SEIRICH.  Le plan de situation du site précise les emplacements de stockage des produits dangereux lorsque le site sera définitivement opérationnel.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant met en œuvre son registre des produits dangereux.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 5 : Demande d'enregistrement

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 26/01/2017, article R512-46-1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Demande d'enregistrement
<b>Prescription contrôlée :</b> Toute personne qui se propose de mettre en service une installation soumise à enregistrement adresse, dans les conditions de la présente sous-section, une demande au préfet du département dans lequel cette installation doit être implantée. [...]
<b>Constats :</b> Le site a été régulièrement déclaré en octobre 2023 au titre de la rubrique 2560 de la nomenclature pour une puissance de 818 kW.  Lors d'échange avec l'exploitant en 2025, il avait informé l'inspection de son projet d'augmentation de la puissance des machines présentes sur le site en passant sous le régime de l'enregistrement avec une puissance supérieure à 1 000 kW.  Lors de la visite, l'exploitant a expliqué, qu'après analyse de la situation et considérant que la puissance du transformateur implanté qui est actuellement de 650 kW, la puissance simultanée de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation ne pourra pas dépasser le seuil réglementaire de 1 000 kW.  L'exploitant a précisé que le site de Fressines permet de regrouper les activités du site de la société SATIM Exploitation à Niort (79) qui sera supprimé (site non classé au titre de la réglementation ICPE) ainsi que le site de la société ACNO à Clavé (79) dont une partie des machines sera conservée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

<p>Si l'exploitant décide à moyen ou long terme de remplacer le tableau général basse tension et d'augmenter la puissance des installations au-dessus du seuil réglementaire de 1000 kW, il transmet un dossier de demande d'enregistrement conformément aux articles R.512-46-1 et suivants du Code de l'environnement.</p> <p>L'exploitant est invité à vérifier la situation administrative de son site de Clave : si la puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement est inférieure au seuil réglementaire de 150 kW, il transmet une télédéclaration de cessation d'activité accompagnée d'une ATTES-SECUR conformément aux articles R.512-66-1 et suivants du Code de l'environnement.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suites</p>

## N° 6 : Contrôle périodique

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 07/11/2011, article R.512-58</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Contrôle périodique</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour chaque catégorie d'installations, des arrêtés pris en application de l'article L. 512-10 fixent les prescriptions sur le respect desquelles porte le contrôle périodique et définissent celles dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1.</p> <p>Ces arrêtés peuvent prévoir les conditions dans lesquelles l'obligation de contrôle périodique peut être aménagée pour les installations ayant une durée d'utilisation inférieure à six mois par an.</p> <p>Le contrôle porte sur le respect des prescriptions édictées par les arrêtés mentionnés au premier alinéa, complétées par celles édictées par les arrêtés préfectoraux mentionnés aux articles L. 512-9 et L. 512-12, ainsi qu'aux articles R. 512-52 et R. 512-53.</p> <p>Le premier contrôle d'une installation a lieu dans les six mois qui suivent sa mise en service.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a précisé que l'emménagement des premières machines a commencé depuis le 8 janvier 2026, avec un déménagement et une mise en service des machines par étapes afin de ne pas arrêter la production de la société, avec à ce jour environ 50 % des machines présentes.</p> <p>La mise en service de l'ensemble du site est prévue d'ici fin avril.</p> <p>L'exploitant a précisé avoir demandé à l'organisme APAVE la réalisation du contrôle périodique pour cette même date.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant tient le rapport de contrôle périodique accompagné des mesures correctives le cas échéant à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>